

« Obama doit fermer Guantanamo »

Éditorial du New York Times (25/11/2012)

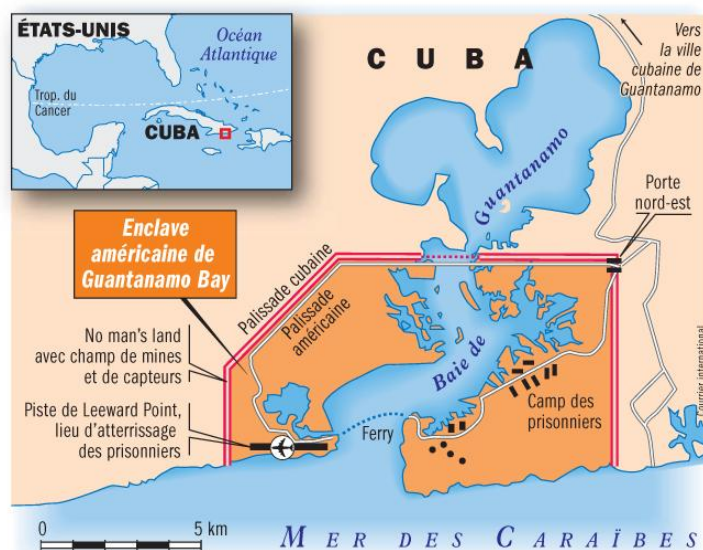
[Les images sont de la rédaction de CubaCoop]

« Le deuxième jour de son mandat, en 2009, Barack Obama a signé une directive présidentielle qui était une véritable déclaration de morale et de renaissance de l'Amérique, saluée dans le monde entier.

Il demandait la fermeture, en un an au maximum, du camp de détention de Guantánamo Bay, à Cuba - sinistre emblème des politiques illégales de torture et d'incarcération du président George W. Bush. Accompagné d'autres décrets qui signalaient une rupture avec cette ère de déni de justice et de procès systématiquement différés, c'était un début audacieux.



La suite s'est révélée moins enthousiasmante. La nouvelle administration a décidé de faire siennes les positions insensées de l'équipe Bush sur les secrets d'État et le pouvoir exécutif, refusant toute responsabilité pour la détention et les violences faites à des centaines d'hommes à Guantánamo et dans des prisons secrètes, et empêchant les victimes de torture de porter plainte.



Le procureur général Eric Holder a eu raison d'ordonner le procès de Khaled Cheikh Mohammed, qui revendique d'être le cerveau des attentats du 11 Septembre, devant un tribunal fédéral de Manhattan. Mais il a été dépassé par les conséquences politiques de sa décision, l'opposition farouche des élus locaux et des républicains du Congrès déterminés à dépeindre Barack Obama comme manquant de fermeté face au terrorisme a forcé l'Administration à abandonner.



Eric Holder

Le délai d'un an qu'il avait fixé pour fermer Guantánamo a été dépassé, et avec lui ont disparu l'audace initiale et l'inspiration. Le Congrès a adopté restrictions sur restrictions rendant pratiquement impossible la tâche de démêler les mensonges de l'ère Bush et de vider la prison.

Il reste 166 détenus à Guantánamo, 76 prisonniers de moins que lorsque Barack Obama est entré en fonction.

Seuls quelques-uns ont été inculpés pour avoir commis un délit ou enfreint la loi. Environ 86 d'entre eux ont été identifiés par un groupe de travail de l'Administration Obama qui a examiné chaque dossier il y a plus de deux ans, comme devant être rapatriés dans leur pays d'origine ou relocalisés.

GUANTANAMO...C' EST FIN!



A cause des limites scandaleuses imposées par le Congrès sur le transfert des prisonniers de Guantánamo depuis 2010, ces hommes sont toujours derrière les barreaux, apparemment indéfiniment. En septembre, l'un d'entre eux, un citoyen yéménite nommé Adnan Farhan Abdoul Latif, s'est suicidé après que la décision d'un juge fédéral de le remettre en liberté a été injustement annulée par une cour d'appel. Voilà le prix que paie la nation qui crée des prisons comme Guantánamo, en dehors de toute légalité et moralité, un rappel tragique de la tache qui souille la justice américaine.

La question de la fermeture de Guantánamo a à peine été évoquée pendant la campagne de 2012. Mais entendre Barack Obama réaffirmer sa promesse peu avant le scrutin tombait à point nommé. « *Je veux toujours fermer Guantánamo*, a-t-il dit mi-octobre lors d'une interview dans « The Daily Show avec Jon Stewart ». *Nous n'avons pas pu obtenir l'accord du Congrès* ».

Il n'a pas précisé comment il entendait faire avancer le dossier durant son second mandat ou sortir de l'impasse à Washington.



La réalité, c'est que Guantánamo ne peut être fermé tant que restent en vigueur les restrictions imposées par le Congrès sur le transfert de prisonniers vers les États-Unis ou sur l'utilisation de fonds pour bâtir sur le sol américain des installations qui pourraient accueillir ses détenus, et sans relâcher des dizaines de prisonniers qui ne présentent aucun danger -si tant est qu'ils l'aient fait un jour - et qui sont écroués depuis trop longtemps sans inculpation ni procès.

Si Barack Obama veut vraiment tenir sa promesse - et nous espérons que c'est le cas - il doit s'impliquer davantage cette fois-ci et être prêt à mettre à profit la marge de manœuvre dont il dispose actuellement. Les républicains et certains démocrates qui ont contribué à empêcher la fermeture de la prison de Guantánamo sont implacables, et s'appuient sur des arguments fallacieux, affirmant que la justice militaire est en quelque sorte plus sévère avec les terroristes et plus fiable que les tribunaux civils. C'est en réalité une contrevérité, mais l'Administration n'a pas su faire valoir ses arguments.

Les restrictions désastreuses concernant le traitement des personnes soupçonnées de terrorisme (n'oublions pas que ce régime de fausse justice équivaut à un second système judiciaire inférieur appliqué seulement aux prisonniers musulmans) font partie du National Defense Authorization Act, le projet de loi annuel qui décide du budget militaire. La dernière version est discutée au Capitole en ce moment et devrait atterrir sur le bureau du président avant le début de son second mandat.



En l'état, les restrictions du texte risquent de ressembler à celles que contient la loi actuelle, à laquelle Barack Obama avait menacé de mettre son veto il y a un an. Il a cédé à la dernière minute, évoquant l'ajout d'une clause qui permet à l'exécutif de se soustraire plus facilement à l'obligation consternante d'envoyer les étrangers soupçonnés d'appartenir à al-Qaida en détention militaire. La clause affirmait également l'autorité du FBI en matière a eu raison de terrorisme.

Les groupes soutenant les libertés civiles ou les droits de l'homme et certaines organisations religieuses exhortent actuellement Barack Obama à bloquer le projet de loi pour l'exercice 2013 si le texte refuse à l'exécutif le pouvoir de transférer les détenus de Guantanamo pour les rapatrier ou les installer dans des pays étrangers ou les faire comparaître devant un tribunal pénal fédéral.

Leurs arguments sont convaincants.

En raison des restrictions existantes, y compris une exigence déplorable que les transferts de détenus soient entérinés par le ministre de la Défense, aucun prisonnier dont le groupe de travail a recommandé la libération n'a pu être transféré à l'étranger ou aux États-Unis depuis près de deux ans. À ce rythme-là, impossible de vider Guantánamo avant la fin du second mandat. Rejeter un projet de loi de budget militaire n'est pas une mince affaire, bien que d'autres présidents l'aient fait récemment. Mais maintenir dans l'incertitude des dizaines d'hommes incarcérés depuis de longues années sans raison valable n'est pas anodin non plus et fournit aux ennemis de l'Amérique un argument supplémentaire de recrutement.



Prolonger encore un an les restrictions de transfert sans les assouplir considérablement, ou du moins sans un accord ferme de la Maison-Blanche et des dirigeants du Congrès de revoir le dossier au début de l'an prochain, risque de nous faire rater le coche et de ternir à jamais le bilan de Barack Obama en matière de protection de la justice américaine et des droits de l'homme ».

Ce texte a été publié dans le supplément (1) hebdomadaire (8 pages) en français « The New York Times/ International Weekly » du Le Figaro du 30/11/12. Le quotidien français publie chaque vendredi ce supplément (6 traducteurs)

[original: Editorial/ Close Guantánamo Prison/Published: November 25, 2012 [159 Comments](#)

<http://www.nytimes.com/2012/11/26/opinion/close-guantanamo-prison.html?ref=opinion>]

Note

(1)- Ce supplément est publié chaque semaine dans une trentaine de grands titres de la presse dans le monde. Dans presque autant de pays, d'Europe (8), d'Amérique du Sud et des Caraïbes (13) et du Nord (Canada) et d'Asie (7 y compris la Chine dans le *China Daily*).